

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2265

Edition du 25 novembre 2019

DANS CF NUMÉRO

Crise démographique et crise de la croissance (Jean-Daniel Delley) Les faiblesses d'une approche purement économique du vieillissement de la population

Habitat: la force d'inertie des logements existants (Michel Rey) Une journée d'études fait le point sur l'habitat de demain

Partis et électorat: ce qui a changé en trois générations (Jean-Pierre Ghelfi) La gauche victime de son succès? Une tentative d'explication

Un ouvrage à la gloire d'entreprises suisses qui ont réussi (Pierre Jeanneret) «20 sagas de l'économie suisse», par la rédaction de Bilan, Genève, Slatkine, 2019, 174 pages

Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

Crise démographique et crise de la croissance

Les faiblesses d'une approche purement économique du vieillissement de la population

Jean-Daniel Delley - 23 novembre 2019 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/35745

Le vieillissement accéléré de la population met en danger la prospérité du pays. Le Secrétariat à l'économie (Seco) lance ce cri d'alarme et appelle à travailler plus.

En s'appuyant sur quatre études qu'il a commandées, le Seco prévoit un ralentissement de la croissance économique au cours des prochaines décennies. Une croissance qui pourrait fondre de moitié et un PIB par habitant qui diminuerait de 11% à l'horizon 2065. Seuls les secteurs de la santé, de l'hébergement médico-social, de l'action sociale et des pharmas créeraient encore de la valeur ajoutée.

Les experts constatent une corrélation significative entre la structure démographique et le niveau de bien-être. Pour remédier à cette dégradation, ils ne voient qu'une issue: travailler plus. En clair retarder l'âge de la retraite, encourager les retraités à poursuivre une activité rémunérée, faciliter la compatibilité entre vie active et famille de manière à attirer plus de femmes sur le marché du travail, recourir à l'immigration.

La <u>NZZ</u> commente l'information de manière dramatique en parlant du vieillissement comme d'une «bombe à retardement» que ni l'opinion publique ni les autorités ne semblent vouloir désamorcer. Or la situation est grave, poursuit le quotidien zurichois. Car seule la croissance économique pourra assurer le financement de la prévoyance vieillesse et des prestations sociales. Faute de quoi la pression fiscale ne pourra que s'alourdir, tout comme la quote-part de l'Etat, une perspective effrayante pour ce défenseur des valeurs libérales.

Des raisons suffisantes pour prôner une élévation de l'âge de la retraite, comme le préconise d'ailleurs l'OCDE dans son dernier rapport sur la Suisse et les Jeunes libérauxradicaux avec leur initiative populaire.

Travailler plus et plus longtemps pour garantir la croissance économique, garante de notre bien-être et de notre prospérité? Le PIB, étalon présumé de la prospérité, mesure la valeur des biens et services auxquels on peut attribuer une valeur marchande. Y compris donc ceux qui ne contribuent en rien à notre bien-être: ainsi des accidents de la circulation qui pèsent lourdement sur l'intégrité physique des personnes, mais contribuent frais de carrossiers et hospitaliers - à gonfler le PIB; ainsi de la multiplication des prestations médicales dont on

sait que près d'un tiers se révèle <u>inutile</u>, voire dangereux.

Mesurer la prospérité à la seule aune du PIB revient donc à additionner des produits hétéroclites, qu'ils contribuent ou pas au bien-être des individus. Et à ignorer ceux qui ne revêtent pas une valeur marchande, quand bien même ils se révèlent essentiels à ce bien-être, comme le travail domestique.

Cette croissance recherchée nous a certes apporté de nombreux avantages: espérance de vie prolongée, état de santé amélioré, services allégeant l'effort physique notamment. Mais elle nous a aussi conduits dans des impasses. L'accumulation de richesses n'a pas éradiqué les inégalités qui aujourd'hui déstabilisent les régimes démocratiques. Elle s'est faite grâce à l'usage intensif des énergies fossiles qui contribue au dérèglement climatique et des ressources naturelles en général. Elle dépend de notre propension à consommer sans retenue qui induit plus de frustration que de bien-être. Même si la croissance a permis une diminution substantielle de la durée du travail, elle n'a guère amélioré la qualité et le sens de ce travail pour un grand nombre de personnes actives, voir notamment les conditions offertes par les plateformes numériques.

La course à la croissance – augmentation du PIB comme garantie de la prospérité – ignore ces impasses. Travailler plus pour persister à cheminer sur ces voies à terme sans issue? Commençons d'abord par faire le ménage.

En premier lieu, faire que la répartition des fruits du travail obéisse au principe d'équité. Pourquoi travailler plus si mon salaire ne suffit pas à vivre dignement et si la concentration du patrimoine se poursuit? Ensuite créer un droit à la formation continue (année sabbatique, congésformation). Comment travailler plus si je suis éjecté du marché du travail? Puis mettre en place une organisation du travail au service des personnes, qui

garantisse l'autonomie des femmes et des hommes et donne du sens à leur activité.

Ainsi l'élévation de l'âge de la retraite pourrait être perçue positivement comme une résultante de l'allongement de la vie active en bonne santé et non comme une contrainte au service de la croissance économique.

Habitat: la force d'inertie des logements existants

Une journée d'études fait le point sur l'habitat de demain

Michel Rey - 24 novembre 2019 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/35750

En 2018, le parc immobilier suisse comptait 1,7 million de bâtiments à usage d'habitation, comprenant 4,5 millions de logements. La moitié de ceux construits avant 1971 accueille 45% de la population. La part des logements occupés par leurs propriétaires n'a cessé d'augmenter au cours de ces dernières années. Sur dix bâtiments à usage d'habitation construits entre 1981 et 2010, sept sont des maisons individuelles. C'est dans ce type de logements que l'on observe la plus forte proportion de personnes âgées de plus de 65 ans.

Ces logements vont connaître des changements de propriétaire dans les prochaines années. Ils devront être rénovés pour les adapter aux standards de confort et aux exigences en matière d'économie d'énergie. C'est à cette problématique que l'Office fédéral du logement a consacré sa journée annuelle 2019 sur le thème «Se préoccuper aujourd'hui de l'habitat de demain: que faire du parc de logements existants?» Les différents rapports auxquels nous nous référons sont accessibles sur le site de la journée de séminaire du 7 novembre.

Principaux enseignements: la majorité des propriétaires aisés ne sont pas prêts à vendre leur logement ni à procéder à des travaux d'assainissement et d'économie d'énergie pour répondre aux normes actuelles. Il est quasi impossible d'envisager une politique de densification de ces zones de villas des années 70-80. Cette densification s'opère au gré des transformations de chaque bâtiment.

Des propriétaires âgés peu disposés à céder leur bien

Près de la moitié des retraités sont propriétaires de leur logement et les personnes de plus de 54 ans représentent environ 45% de l'ensemble des propriétaires en Suisse. Selon l'étude «Viabilité du logement des seniors: comment fonctionnent les propriétaires de 50 ans et plus?» présentée par l'Association suisse des propriétaires fonciers (HEV Suisse) et par l'Office fédéral du logement, la majorité de ces propriétaires n'ont pas l'intention de vendre leur bienfonds.

A la retraite, leur situation financière s'est péjorée, mais demeure confortable grâce à un logement – appartement ou maison – acquis à des conditions financières intéressantes et largement amorti, dont la valeur a augmenté. Ils estiment que leur logement se trouve en bon état, ce qui risque d'entraîner un retard dans les mesures d'assainissement nécessaires, notamment en matière d'économie d'énergie.

Aussi les considérations financières ne jouent-elles qu'un rôle restreint dans une décision de vente. Ces propriétaires sont très attachés à leur logement, car il est porteur de souvenirs. La majorité des propriétaires se montrent contents de leur habitat et souhaitent y demeurer aussi longtemps que possible. Par conséquent, ce parc immobilier vieillit tandis que sa rénovation et son assainissement tardent.

Une densification aléatoire

Construits dans les années 70-80 en périphérie des villes, ces habitations prennent souvent la forme de lotissements de villas familiales, aujourd'hui encastrés dans le tissu urbain.

Pour l'urbaniste Michael Koch, aucune réflexion n'a encore eu lieu au sujet des qualités spécifiques de ce parc immobilier. Les assainissements, les ajouts de volume ou les démolitions s'opèrent en fonction de critères techniques et financiers, sans prendre en compte les qualités architecturales, urbanistiques et sociales de ces quartiers. Selon l'expert zurichois, la qualité urbanistique de ces logements mériterait d'être valorisée, notamment dans l'optique de la densification préconisée par la loi fédérale sur l'aménagement du territoire.

Des transformations au coup par coup vont conduire à une perte des qualités indéniables de ce type d'habitat (transformation anarchique des bâtiments, perte d'espaces de verdure, mobilité non maîtrisée). Sans parler du remplacement de maisons familiales individuelles par des appartements de luxe, avec les modifications ainsi induites de la composition du quartier.

Le souhait exprimé par les urbanistes est louable mais difficile à réaliser, comme l'a démontré la démarche expérimentale de Wettingen, menée par la Haute école des sciences appliquées de Zurich (contribution de l'architecte Philippe Koch). Toute procédure de planification concernant ces lotissements se heurte à la résistance d'un nombre élevé de propriétaires ayant des projets, des besoins et des agendas différents quasiment impossibles à coordonner.

En 2017, les ménages privés

représentaient 28% de la consommation totale d'énergie. Or les assainissements énergétiques peinent à se concrétiser. Le faible taux de rénovation énergétique des bâtiments – environ 1% par an – peut s'expliquer par le fait que la moitié des logements suisses sont occupés par des locataires qui n'ont aucun pouvoir sur les orientations énergétiques des bâtiments.

Des obstacles aux assainissements énergétiques

Si tous les acteurs se montrent sensibles à la transition énergétique, leurs initiatives se heurtent aux obstacles que représentent d'abord un large déficit d'information en la matière et surtout la difficulté de répercuter les coûts des travaux sur les prix de location. Il peut même arriver que la nécessité d'ajuster ces prix en fonction des taux hypothécaires fasse que les loyers calculés après les travaux se révèlent plus bas qu'auparavant. Un modèle de répartition des coûts a été élaboré et a fait l'objet d'un accord-cadre en vigueur dans le canton de Vaud. Il est en phase d'expérimentation.

Se préoccuper aujourd'hui de l'habitat de demain reste à la fois une nécessité généralement reconnue et un projet particulièrement difficile à réaliser à l'échelle voulue.

Partis et électorat: ce qui a changé en trois générations

La gauche victime de son succès? Une tentative d'explication

Jean-Pierre Ghelfi - 22 novembre 2019 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/35741

C'était au début des années 1950. J'étais en vacances chez mes grands-parents, à Saint-Imier (Jura bernois).

Souvent, en fin de matinée, je descendais jusqu'à la gare pour aller à la rencontre de mon grand-père. A midi pile, il sortait de l'usine, que l'on appelait «les Longines», située tout en bas du village, à côté de la Suze, la rivière qui s'écoule au fond de la vallée et se jette dans le lac de Bienne. Je voyais monter vers moi un cortège d'hommes. Ils étaient presque tous vêtus d'habits sombres. Ce cortège semblait ne devoir jamais finir. Je garde un souvenir très précis de ces moments. Mon grand-père devait se trouver là-bas, parmi toutes ces personnes. Je scrutais attentivement tous ces visages jusqu'à ce que je rencontre le sien, et nous rentrions ensemble à la maison pour le dîner.

Il y a quelques années, je me trouvais par hasard dans ce même village. J'ai éprouvé l'envie de retourner au même endroit, à la même heure. Je voulais voir ce qu'étaient devenus les cortèges d'hommes de mon enfance. Il n'y avait personne, à midi, pour monter le long du chemin qui menait à la gare. Je n'ai vu, au fond de la vallée, à côté de l'usine, qu'un grand parc à voitures. Je me suis alors demandé si le bâtiment était déserté, si

Longines avait déplacé sa production.

Bien que j'aie pu visiter à plusieurs occasions des entreprises d'horlogerie ou de mécanique, il m'a fallu un bon moment pour me faire à l'idée qu'à Saint-Imier aussi, nous avions changé d'époque, nous vivions dans un autre monde. L'organisation du travail s'était modifiée, les méthodes de production étaient différentes, les appareils d'usinage avaient été automatisés, robotisés, le nombre de personnes nécessaires à la fabrication des montres (ou de tout autre appareil, instrument ou équipement) s'était réduit, les salaires avaient progressé.

On n'allait plus ni ne revenait du travail à pied. Les *Temps* modernes n'étaient plus ceux de Charlie Chaplin; le *Métropolis* de Fritz Lang ne rendait plus compte de la réalité du monde ouvrier.

Gain de cause

Cette transformation montre que la gauche socialiste et syndicale, qui revendique l'émancipation de la classe ouvrière et l'amélioration de ses conditions de vie, a obtenu gain de cause — en tout cas partiellement, car de tels objectifs ne sont jamais pleinement atteints. Victime en quelque sorte de ses succès, la gauche a progressivement vu

son électorat «naturel» la déserter.

Dans son récent ouvrage mammouth (1'200 pages en petits caractères), Thomas Piketty écrit que «le profil du vote pour les partis de gauche s'est renversé durant le dernier demi-siècle. Au cours de la période 1950-1980, ce profil était décroissant avec le niveau de diplôme: plus les électeurs étaient diplômés, moins ils votaient pour ces partis. Au terme d'une évolution graduelle, ce profil est devenu de plus en plus nettement croissant au cours de la période 1990-2020: plus les électeurs sont diplômés, plus ils votent pour ces mêmes partis» (p. 997). Piketty indique que cette évolution vaut peu ou prou pour tous les pays développés, Suisse incluse.

Intuitivement, je doute que ce renversement soit intervenu de manière aussi mécanique et systématique que Piketty l'écrit, même s'il est certain que bon nombre de personnes ayant acquis un diplôme supérieur (HES et Universités) soutiennent le PS et les Verts.

Nouvelle dénomination

Il y a 100 ans, à la louche et pour fixer les ordres de grandeur, 10% d'une classe d'âge étudiait au-delà de l'école secondaire. Aujourd'hui, les proportions sont inversées, 10% d'une classe d'âge n'étudie pas au-delà de l'école secondaire. Il y a 100 ans, un quart des personnes actives travaillaient dans les services. Aujourd'hui, ce sont les trois quarts.

La classe ouvrière votait à gauche. Aujourd'hui, cette classe ouvrière, en dehors de la branche du bâtiment et de la construction, est devenue numériquement très minoritaire. Elle a d'ailleurs changé de dénomination. On n'utilise plus quère le terme «ouvrier», mais plutôt celui de salariés et toujours plus de salariées. Ils et elles ne votent plus nécessairement à gauche. Leurs opinions se sont élargies. Elles englobent l'ensemble du spectre politique, à commencer par le premier parti, celui de l'abstentionnisme.

Cette transformation ne touche d'ailleurs pas seulement l'ancienne classe ouvrière. Le patronat, pour des raisons différentes mais avec une dynamique analogue, n'a plus l'homogénéité qu'on lui a prêtée. Il s'est lui aussi diversifié. Ce n'est pas étonnant dans un pays comme le nôtre, constitué en guasi totalité (98,2%) de petites entreprises (moins de 50 salariés) - où les entreprises moyennes (moins de 250 personnes) comptent pour 1,5%, et donc les grandes pour 0,3%.

Ce patronat s'est adapté ou il a dû s'adapter à un personnel plus et mieux formé qui ne se laisse pas, ou plus, diriger à la baguette. Il subsiste encore, malheureusement, des salariés exerçant des métiers pénibles, répétitifs et mal payés. Mais on les trouve plus souvent dans le secteur tertiaire que dans le secondaire.

Les patrons qui ne pensent qu'à leur profit personnel et à son accumulation n'ont pas disparu. Mais ils ne constituent pas la norme. Leurs attitudes et préférences politiques ont également évolué. L'érosion progressive de l'électorat «traditionnel» du parti libéralradical en est une manifestation. Sans que l'on puisse l'imputer au réchauffement climatique, les deux blocs monolithiques de la lutte des classes ont fondu.

Conglomérat statistique

Le langage du parti socialiste a progressivement tenu compte de ces changements. La classe moyenne ou, mieux, les classes moyennes ont remplacé la classe ouvrière. Ce concept de classe moyenne est un conglomérat statistique élastique qui peut englober beaucoup de monde, dont les besoins et les aspirations ne se recoupent que très partiellement. Pourtant, aussi

bien la droite que la gauche s'y réfèrent.

Le programme du PSS ne parle plus de «renverser le capitalisme», mais de le «dépasser», sans préciser ce que cela veut dire. Ce langage daté ne parle pas à l'électorat urbain et éduqué de ce nouveau millénaire. Il n'est pas exclu qu'il réapparaisse à l'occasion des luttes de succession à la tête du PSS. Son issue en dira beaucoup sur sa capacité à s'adapter aux nouveaux temps modernes.

Les Verts n'ont pas de tels problèmes sémantiques. Nouveaux venus sur la scène politique, ils parlent un langage moderne ancré sur les questions d'aujourd'hui et plus encore sur celles de demain. Beaucoup de leurs élus sont des alliés du PS. Ils ont raison de présenter un front commun pour parvenir à peser sur les questions sociales d'un côté, sur les questions environnementales de l'autre. Mais l'électorat des Verts est-il vraiment composé en majorité de personnes «de gauche»?

Le cortège des ouvriers sur le chemin des Longines est un beau souvenir. Mais qui s'intéresse encore à ces «vieilleries», à part des historiens et des nostalgiques? Les temps à venir continueront d'être difficiles et compliqués pour le parti socialiste.

Un ouvrage à la gloire d'entreprises suisses qui ont réussi

«20 sagas de l'économie suisse», par la rédaction de Bilan, Genève, Slatkine, 2019, 174 pages

Pierre Jeanneret - 19 novembre 2019 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/35736

Depuis 2013, le magazine *Bilan* publie ces *«sagas»*. A l'occasion de ses 30 ans, il en a sélectionné <u>une vingtaine</u>, rédigées par huit journalistes.

Certes, on n'attendra pas un regard très critique dans ces courtes monographies d'entreprises. On observera aussi qu'il s'agit ici d'une histoire essentiellement patronale. Les employés et ouvriers en sont singulièrement absents... Enfin, il faut souligner que cette série ne s'adresse pas aux spécialistes de l'économie, mais bien à un large public. En cela, elle se révèle, malgré les réserves exprimées ci-dessus, utile et intéressante.

A tout seigneur tout honneur, la série commence par Nestlé, dont l'histoire est sans doute aussi la plus connue. On assiste à son évolution, de la farine lactée au chocolat, puis au Nescafé lancé en 1938. La holding réunit aujourd'hui quelque 200 marques et occupe 308'000 employés. L'ouvrage ne passe pas totalement sous silence les critiques des ONG à propos du lait en poudre vendu dans le tiers-monde ou la campagne de Greenpeace contre l'usage de l'huile de palme.

La fabrication du chocolat fait partie de l'ADN de la Suisse. On suit donc le développement de Favarger, dont le produit phare est la fameuse Aveline. L'entreprise a connu des tribulations, avant son rachat par l'entrepreneur croate Luka Rajic en 2003.

Autre produit emblématique suisse, le Rivella, «une marque aux vertus tellement helvétiques qu'elle figure au panthéon de la suissitude organoleptique avec le Cenovis, le Ragusa, le Parfait, le Toblerone et l'Aromat Knorr». On apprendra des choses amusantes sur le choix du nom, et d'autres sur l'investissement dans le sport et le sponsoring de celui-ci.

L'entreprise Zweifel, elle, a su habilement créer un réflexe conditionné en associant ses chips à l'apéritif. On lui décernera un bon point sur le plan du «produire et consommer local»: les pommes de terre sont produites par 400 agriculteurs suisses, et depuis 2018 l'huile de colza helvétique a remplacé l'huile d'arachides, tandis que le sel vient de la Saline de Bex.

Des produits alimentaires, on passe ensuite à l'horlogerie, à travers quatre marques prestigieuses. Le nom Rolex est déposé depuis 1908.
L'entreprise s'est illustrée par ses inventions successives, comme le premier système de remontage automatique en 1931. Pour sa publicité, elle a su tabler sur des célébrités.

telles Sean Connery (James Bond) ou Roger Federer.

Savait-on que Patek Philippe est née de l'ambition de deux immigrés polonais fuyant la répression russe après l'insurrection de 1831? En 1932, les frères Stern rachètent l'entreprise. Relevons son habile slogan: «Jamais vous ne posséderez complètement une Patek Philippe. Vous en serez juste le gardien pour les générations futures.» C'est dans le même esprit qu'est né en 2001 le Patek Philippe Museum à Genève, le musée horloger privé le plus riche du monde.

Vacheron Constantin peut s'enorgueillir du titre de plus ancienne manufacture horlogère du monde, perpétuant ses valeurs depuis 1755. Elle réalise notamment des pièces uniques sur mesure, que les lectrices et lecteurs de DP ne pourront sans doute jamais s'offrir... Plus sérieusement, elle a participé à la renaissance industrielle de la Vallée de Joux avec son usine au Brassus.

Quant à Raymond Weil, la marque a su utiliser les goûts de mélomane d'Olivier Bernheim, avec ses collections Amadeus, Fidelio, Othello, Parsifal et autres. L'entreprise est restée familiale, et elle n'est pas la seule. Le recueil évoque aussi plusieurs banques. Elle montre comment la Banque centrale du Valais a su passer de la faillite en 1870 à la prospérité. Celleci a été fortement liée à l'essor ferroviaire et industriel du canton: percement du Simplon et du Lötschberg, Lonza à Viège, Ciba à Monthey, l'aluminium à Chippis.

Raiffeisen est considérée comme «la banque préférée des Suisses». Pourtant, le concept est né en Allemagne, avant de passer dans notre pays en 1899, sous l'égide du curé Traber. «Les adeptes du mouvement Raiffeisen se démarquaient autant des modèles économiques libéraux que socialistes. Ils ne s'attaquaient pas à la propriété privée et ne revendiquaient pas de nouveau partage des biens, mais s'élevaient contre un esprit de lucre uniquement axé sur le profit financier.» Bilan n'omet pas de mentionner les problèmes qu'a connus plus récemment la banque (DP 2199). En 2019, Raiffeisen est le troisième acteur du marché bancaire suisse.

Lombard Odier, autre entreprise familiale, est la plus ancienne banque privée genevoise. Elle peut se targuer d'avoir décroché en 2019 le label B-Corp pour ses efforts concernant le handicap, le soutien au développement de carrière des femmes et la transition vers les énergies renouvelables.

La banque Mirabaud, elle, est le fruit de sept générations. Elle est la partenaire principale du fameux Bol d'Or sur le Léman.

Bilan ne s'est pas cantonné aux entreprises privées. Le magazine a voulu mettre aussi en valeur des institutions publiques. Le Cern, créé en 1954, est la plus ancienne institution européenne toujours en fonction. Il s'est fait connaître par ses grandes percées scientifiques, dont la découverte de la particule nommée boson de Higgs. «Il constitue la preuve vivante de ce qu'une Europe unie peut faire de meilleur.»

L'EPFZ à Zurich a non seulement formé les ingénieurs qui ont bâti la Suisse moderne, elle peut se vanter d'avoir produit 21 Prix Nobel! Si l'EPFL à Lausanne occupe une place moins prestigieuse dans le ranking des universités dans le monde entier (un classement d'ailleurs discutable), elle a su créer des filières d'excellence en microtechnique et dans le domaine biomédical. Et Bilan de rendre un juste hommage à ses présidents successifs, dont Maurice Cosandey qui a fait passer l'Epul régionale au rang d'Ecole polytechnique fédérale.

On passera plus rapidement sur le succès du Rosey à Rolle, école privée de réputation internationale et aux prix d'écolage et de pension (non révélés) qui la réservent aux rejetons de familles – parfois royales – extrêmement fortunées.

L'ouvrage s'arrête aussi sur trois «icônes suisses». La Rega, fondée en 1952, est restée pionnière du sauvetage aérien, d'abord avec ses Piper Super Club, pilotés notamment par le légendaire Hermann Geiger, puis avec ses hélicoptères. On découvre dans ce chapitre une série d'innovations techniques ayant permis les progrès du sauvetage en montagne. Le Cervin, quant à lui, n'est bien sûr pas une entreprise en soi, mais il a marqué les débuts du tourisme en montagne et a déterminé le succès de la station de Zermatt. Caran d'Ache a su assurer sa prospérité par des inventions successives, telles le Fixpencil en 1929 et le Prismalo en 1931: la plupart de nos lectrices et lecteurs se souviennent sans doute des œuvres à l'aquarelle de leur enfance, facilitées par ce crayon révolutionnaire.

Enfin place est faite aux *CFF*, «ciment de la nation» même s'il tend à s'effriter, vu l'accumulation de mécontentements que suscitent aujourd'hui sa ponctualité défaillante et ses tarifs élevés...

En bref, ce petit livre donne un assez bon aperçu d'une série d'entreprises et d'organisations dont le nom nous était certes connu, mais dont on ignorait souvent l'histoire.

Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

Le canton du Valais sait ce qu'est une PME, chic!

Il impose plus légèrement les sociétés dont le bénéfice n'excède pas 250'000 francs: 11,89% au lieu de 12,66%. Pour les favoriser, il aurait aussi pu augmenter le taux de celles qui enregistrent un bénéfice supérieur. | *Danielle Axelroud Buchmann - 24.11.2019*

Ce magazine est publié par <u>Domaine Public</u>, Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre <u>licence CC</u>: publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur <u>domainepublic.ch</u> pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un <u>don</u>.

Index des liens

Crise démographique et crise de la croissance

https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/wirschaftspolitik/Wachstumpolitik/wachstum_demografie.html

https://www.nzz.ch/meinung/ueber-das-alter-spricht-man-nicht-ld.1522352

http://www.oecd.org/fr/economie/suisse-le-pays-doit-se-preparer-au-vieillissement-de-sa-population-pour-maintenir-des-niveaux-de-vie-eleves.htm

https://www.letemps.ch/suisse/jeunes-plr-proposent-relever-lage-retraite

https://www.revmed.ch/RMS/2017/RMS-N-583/Economie-de-la-sante.-Faire-plus-avec-moins

Habitat: la force d'inertie des logements existants

https://www.bwo.admin.ch/bwo/fr/home/das-bwo/grenchner-wohntage.html

Partis et électorat: ce qui a changé en trois générations

http://piketty.pse.ens.fr/fr/ideologie

https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/entreprises-emplois/structure-economi e-entreprises/pme.html

Un ouvrage à la gloire d'entreprises suisses qui ont réussi

https://www.slatkine.com/fr/editions-slatkine/73701-book-07210935-9782832109359.html https://www.domainepublic.ch/articles/32985

Expresso